

Élever les niveaux de vie canadiens : cadre d'analyse

Andrew Sharpe*
Centre d'étude des niveaux de vie

Au cours des dernières années, les niveaux de vie du Canada ont diminué par rapport à ceux des États-Unis. Charles Baillie, président du conseil et chef de la direction du Groupe financier Banque TD (2001), a proposé que les Canadiens se donnent comme objectif de société non seulement d'inverser cette tendance à la baisse, mais encore de dépasser les niveaux de vie américains dans les 15 prochaines années. Les politiques à adopter pour atteindre ces ambitieux objectifs ont fait l'objet de la table ronde qui a réuni toutes les parties prenantes à Ottawa, les 7 et 8 octobre 2002.¹

L'objectif de cet article est de fixer un cadre à l'analyse de la question de l'élévation des niveaux de vie au Canada. Il propose d'abord de définir le concept des niveaux de vie et ceux qui s'y rattachent, puis analyse les tendances des niveaux de vie au cours de l'histoire du Canada et de différents pays de l'OCDE. Dans la troisième partie, l'auteur examine l'importance relative des déterminants des niveaux de vie, à savoir la productivité, le temps de travail, les structures démographiques, le taux d'activité et le taux de chômage, dans l'élévation des niveaux de vie au Canada et dans l'explication de l'écart de revenu avec les États-Unis. La quatrième partie expose les stratégies à mettre en œuvre pour chacun des

cinq déterminants de la croissance des niveaux de vie afin que le Canada accède à de meilleurs niveaux de vie que les États-Unis d'ici 2016.

Définition des niveaux de vie

La définition générale des niveaux de vie est la base matérielle de la vie quotidienne. Il existe déjà des mesures complexes des niveaux de vie,² mais le revenu réel est devenu la variable de substitution type pour la quantification des niveaux de vie et des tendances afférentes. Les économistes reconnaissent quand même que les mesures de revenu ne saisissent pas un certain nombre de variables touchant le bien-être économique, et tout particulièrement le temps de loisirs, mais aussi l'état de l'environnement, l'égalité et la sécurité.

Le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV) a mis au point l'indice du bien-être économique, qui se veut une mesure beaucoup plus vaste des tendances du bien-être économique que celles que livre le revenu. L'indice est fondé sur les tendances de la consommation, au sens large; les stocks de richesse, y compris le capital humain et la dégradation de l'environnement; l'inégalité et la pauvreté; et l'insécurité économique, y compris les

risques en matière de revenu pour les chômeurs, les personnes ayant des problèmes de santé, les chefs de famille monoparentale, et les aînés.³

L'article, par contre, ne portera pas essentiellement sur le bien-être économique. Il mettra plutôt l'accent sur le concept plus étroit des niveaux de vie, représentés par le revenu, à une grande exception près. Les différences de temps non travaillé ou de loisirs y seront traitées dans le contexte de comparaisons de niveaux de vie entre pays. C'est en raison d'un large consensus selon lequel la quantité de temps de loisirs peut être considérée comme une composante d'une vaste définition des niveaux de vie.

Il y a trois définitions possibles du revenu global pour l'analyse des tendances des niveaux de vie : le PIB par habitant, le revenu personnel (RP) par habitant et le revenu personnel disponible (RPD) par habitant. Le PIB par habitant est la mesure du revenu la plus largement utilisée pour les niveaux de vie, particulièrement dans les comparaisons internationales. Il comprend les revenus des facteurs de toutes provenances, ainsi que les déductions pour amortissement ou consommation de capital. Cette mesure des niveaux de vie sera la principale mesure utilisée ici.

Le revenu personnel est celui qui revient aux particuliers ou aux ménages : il comprend le revenu du travail, le revenu de placements (sans les gains en capital), et les transferts gouvernementaux aux personnes. Il exclut les bénéfices non distribués des sociétés et l'amortissement. Le revenu personnel disponible ou le revenu personnel après impôt est le revenu personnel moins les impôts directs (impôts sur le revenu et cotisations sociales).

Certains font valoir que les tendances du revenu personnel disponible par habitant sont un meilleur indicateur des tendances des niveaux de vie que celles du revenu personnel par habitant, parce que le revenu disponible représente le pouvoir direct que le particulier exerce sur les

ressources. D'autres soutiennent que les avantages que les recettes fiscales rendent possibles pour la société sont également à prendre en compte dans les mesures des niveaux de vie et que, dans cette perspective, les tendances du revenu disponible ne constituent pas nécessairement une meilleure mesure des tendances des niveaux de vie que les tendances du revenu personnel.

Tendances des niveaux de vie canadiens

L'analyse des niveaux de vie canadiens s'articule à la fois sur les niveaux de vie par rapport aux autres pays, avec accent particulier sur les États-Unis, et les tendances des niveaux de vie au Canada, et par rapport aux autres pays.

Les niveaux de vie au Canada et aux États-Unis en 2001

En 2001, le PIB par habitant au Canada, exprimé en dollars courants⁴ au taux de change fondé sur la parité des pouvoirs d'achat (PPA) de 0,85 \$, selon l'estimation de Statistique Canada (2002a), était de 29,870 \$US. Le PIB par habitant aux États-Unis était de 35 264 \$US. Ainsi, le PIB par habitant au Canada en 2001 était 84,7 % de celui des États-Unis, soit un écart de revenu de 15,3 points.⁵

Le revenu personnel (RP) par habitant au Canada en 2001 était de 23 865 \$ en dollars courants des États-Unis, comparativement à 30 378 \$ aux États-Unis, ce qui donne un ratio Canada-États-Unis de 78,6 % ou un écart de revenu de 21,4 points. L'écart le plus marqué par rapport au PIB par habitant reflète le fait que le ratio du revenu personnel sur le PIB est plus faible au Canada qu'aux États-Unis.⁶

En 2001, le revenu personnel disponible (RPD) par habitant était de 18 211 \$, en dollars courants des États-Unis, au Canada, compara-

tivement à 25 859 \$ aux États-Unis. Le RPD par habitant au Canada était donc de 70,4 % de celui des États-Unis, soit un écart de revenu de 29,6 points. La part plus élevée des impôts directs sur le revenu personnel au Canada par rapport aux États-Unis (23,7 % du RP contre 14,9 %) explique cet écart plus prononcé pour le RPD que pour le RP entre le Canada et les États-Unis. Il importe de noter que les 30 points ou presque d'écart de revenu entre les niveaux de vie au Canada et aux États-Unis que traduisent les données sur le RPD sont trompeurs. Cet écart suppose que les Canadiens ne tirent pas d'avantages supplémentaires des 8,8 points supplémentaires de RP qu'ils remettent en impôts à leur gouvernement par rapport à leurs homologues américains. Dans la mesure où la supériorité des impôts au Canada reflète un arbitrage fait par le public, par application du processus politique, en ce qui concerne la prestation de biens et de services publics par rapport aux biens et services privés, le RP représente un bien meilleur indicateur des niveaux de vie que le RPD.

Laquelle des trois mesures du revenu global représente la meilleure mesure à retenir pour le débat sur les niveaux de vie canadiens? Je ferai valoir que le PIB par habitant est la mesure la plus indiquée, vu qu'il constitue la meilleure variable de substitution des possibilités actuelles et futures de consommation de la population. C'est qu'il comprend les bénéfices des sociétés, qui peuvent être distribués aux particuliers sous forme de dividendes ou réinvestis en vue d'une augmentation de la consommation future.⁷

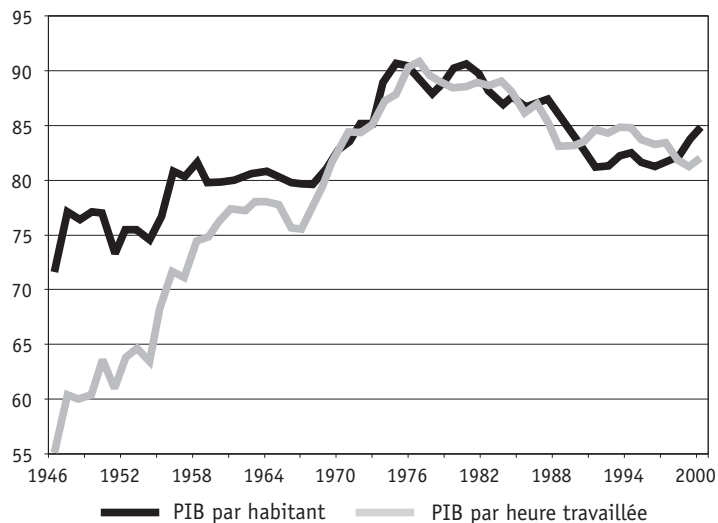
Tendances des niveaux de PIB par habitant au Canada et aux États-Unis

Il y a eu deux grandes tendances du PIB par habitant du Canada par rapport à celui des États-Unis dans l'après-guerre de 1946 à 2001, c'est-à-dire une amélioration de 1946 à 1981, suivie

Graphique 1

Tendances des écarts entre le Canada et les États-Unis pour le PIB par habitant et le PIB par heure travaillée, 1946-2001

(Canada en % des États-Unis)



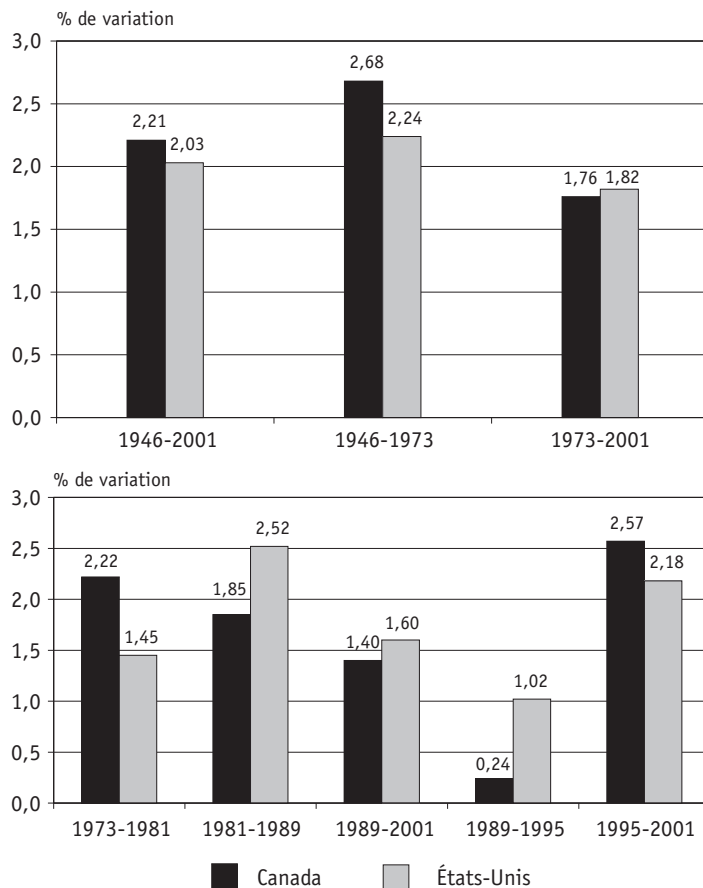
Source : Tableaux 1 et 2 de l'annexe.

d'une dégradation de 1981 à la fin des années 90 (graphique 1 et tableau 1 de l'annexe).⁸

En 1946, le PIB par habitant du Canada, exprimé en dollars courants des États-Unis aux taux de change fondés sur la PPA, était de 71,6 % du niveau américain. Au cours des trois décennies et demie qui ont suivi, le ratio a augmenté, culminant à 90,7 en 1975, avant de reculer légèrement, puis de rebondir, en 1981, pour presque revenir à son sommet de 90,6 %.⁹ L'augmentation a été particulièrement rapide dans la première moitié des années 70 (80,9 % en 1969 et 90,7 % en 1975). Après 1981, le ratio a commencé à chuter, tombant à 81,1 % en 1997, la grosse part du recul étant concentrée dans la période 1988-1992 (de 87,4 % en 1988 à 81,2 % en 1992).¹⁰ Depuis 1997, le Canada a observé une tendance à la hausse de son PIB relatif par habitant, qui a atteint 87,4 % du niveau américain en 2001.¹¹

Il y a donc eu deux périodes cruciales pour l'évolution du PIB par habitant du Canada par rapport à celui des États-Unis dans la période d'après-guerre. Pendant l'abondance de la pre-

Graphique 2
PIB réel par habitant au Canada et aux États-Unis
 (taux annuels moyens de variation)



Source : Tableaux 2 et 3 de la version intégrale du document.

mière moitié des années 70 (1969-1974), notre position de revenu relative a connu une amélioration sensible de 10 points. Pendant la récession de la fin des années 80 et du début des années 90 (1988-1992), notre position relative a subi un net recul, de 6 points, qui n'a pas encore été inversé.

Tendances des taux de croissance du PIB par habitant au Canada et aux États-Unis

Les tendances du niveau de PIB par habitant du Canada par rapport à celui des États-Unis sont déterminées par les taux de croissance relative du PIB par habitant dans les deux pays. Le graphique 2 présente ces taux de croissance, en

chiffres réels, pour un certain nombre de périodes cycliquement neutres.

Le Canada et les États-Unis ont tous deux vu ralentir la croissance de leurs niveaux de vie, représentés par le PIB réel par habitant après 1973. Dans la période 1946-1973 au Canada, le PIB réel par habitant a augmenté au taux annuel moyen de 2,68 %. Ce taux de progression est tombé de près d'un point à un taux annuel moyen de 1,76 % dans la période 1973-2001. Après 1973, le taux de croissance a diminué progressivement, dans des périodes successives cycliquement neutres de sommet à sommet, passant de 2,22 % par an en 1973-1981 à 1,85 % en 1981-1989, puis à 1,40 % en 1989-2001.¹² Cependant, le taux de croissance moyen pour les années 90 est trompeur, car il masque une croissance extrêmement faible du PIB par habitant dans la première moitié de la décennie (0,24 % par an de 1989 à 1995) et une très robuste croissance de la deuxième moitié des années 90 et du début des années 2000 (2,57 % de 1995 à 2001).

Dans la période 1946-1973 aux États-Unis, le PIB réel par habitant a crû au taux annuel moyen de 2,24 %, et n'est tombé que de 0,42 point, à 1,82 %, dans la période 1973-2001. La croissance du PIB réel par habitant a été particulièrement faible dans la période 1973-1981, à 1,45 % par an. Elle est revenue en force à 2,52 % dans la période 1981-1989, avant de retomber à 1,60 % dans la période 1989-2001. Comme au Canada, la croissance du PIB réel par habitant a été beaucoup plus faible dans la première moitié des années 90 (1,02 % de 1989 à 1995) que dans la deuxième (2,18 % de 1995 à 2001).

Sur la période 1946-2001, la croissance du PIB réel par habitant au Canada a dépassé de 0,18 point par an (2,21 % contre 2,03 %) celle des États-Unis. Cela a provoqué une augmentation de 13,1 points du PIB par habitant au Canada, en proportion (exprimée en dollars courants) de celui des États-Unis, soit de 71,6 % en 1946 à 84,7 % en 2001.¹³

Dans la période 1946-1973, la croissance du PIB réel par habitant a été de 0,44 point plus rapide au Canada qu'aux États-Unis (2,68 % contre 2,24 %), ce qui a porté le ratio de revenu relatif à 85,2 %. Après 1973, la croissance du PIB réel par habitant a été plus lente au Canada qu'aux États-Unis (1,76 % contre 1,82 %), d'où baisse du PIB par habitant du Canada par rapport à celui des États-Unis et augmentation de l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis. La croissance du PIB réel par habitant du Canada comparativement à celle des États-Unis a été particulièrement faible dans les années 80 (1,85 % par an en 1981-1989 contre 2,52 %). Elle a également été un peu plus faible dans les années 90 (1,40 % par an en 1989-2001 contre 1,60 % aux États-Unis). L'écart entre la performance du Canada et des États-Unis a été particulièrement marqué dans la première moitié des années 90, où le PIB réel par habitant n'a avancé que de 0,24 % par an au Canada comparativement à 1,02 % aux États-Unis, de 1989 à 1995. Par contraste, dans la deuxième moitié des années 90 et au début des années 2000, la croissance du PIB réel par habitant a été légèrement plus élevée au Canada qu'aux États-Unis (2,57 % contre 2,18 % de 1995 à 2001).

Tendances du PIB par habitant du Canada par rapport à celui des pays de l'OCDE

Selon les données établies par le Centre de croissance et de développement de Groningue à l'Université de Groningue aux Pays-Bas pour 22 pays de l'OCDE, en 2001, le Canada se classait au sixième rang pour le PIB par habitant dans la zone de l'OCDE, à 77,9 % du niveau américain (tableau 1). La Norvège (84,0 % du niveau américain), l'Irlande (82,1 %), la Suisse (81,9 %) et le Danemark (80,7 %) et, bien sûr, les États-Unis avaient des niveaux de PIB par habitant supérieurs à ceux du Canada.¹⁴

Tableau 1
PIB réel relatif par habitant dans les pays de l'OCDE, 1950-2001, certaines années
É.-U.=100 dans toutes les années

	1950	1973	1989	1995	2001
Australie	78.5	76.6	74.0	76.9	77.6
Autriche	41.4	71.9	75.4	77.2	74.6
Belgique	60.4	77.1	76.8	77.6	75.9
Canada	81.9	87.3	87.5	81.6	77.9
Danemark	75.3	86.6	82.1	83.6	80.7
Finlande	45.7	68.2	75.4	65.8	71.5
France	53.2	75.9	74.2	72.4	69.7
Allemagne unifiée	s.o.	s.o.	81.4	75.5	69.7
Allemagne de l'Ouest	54.5	89.6	89.2	81.9	s.o.
Grèce	22.1	50.7	48.2	46.0	47.2
Irlande	38.1	43.5	49.9	61.5	82.1
Italie	38.5	67.1	73.0	72.9	69.1
Japon	20.2	68.8	78.2	80.3	72.9
Pays-Bas	62.9	78.9	72.9	75.1	75.1
Nouvelle-Zélande	88.8	75.3	61.2	59.8	55.8
Norvège	56.5	66.7	78.0	85.8	84.0
Portugal	22.2	45.1	46.0	48.8	49.8
Espagne	26.2	54.8	53.5	54.5	56.4
Suède	70.9	81.3	76.7	71.5	71.0
Suisse	100.6	115.7	96.9	88.3	81.9
Turquie	16.3	19.3	18.9	20.1	17.8
Royaume-Uni	71.0	70.8	70.0	69.1	68.2
États-Unis	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Moyenne non pondérée sans les É.-U.	51.7	68.8	68.8	68.9	68.6

Source : Groningen Growth and Development Centre et The Conference Board, le 13 juin 2002. www.eco.rug.nl/GGDC/index-dseries.html

Note : La moyenne non pondérée ne touche que les pays pour lesquels il existe des données pour chacune des cinq années (c.-à-d. l'Allemagne unifiée et l'Allemagne de l'Ouest ne sont pas comprises). La Nouvelle-Zélande est aussi exclue, dans une optique de convergence avec les tableaux 12 et 13 de la version intégrale du document.

Le Canada a été victime d'une détérioration relative de ses niveaux de vie dans l'après-guerre. En 1950, le PIB relatif par habitant du Canada, à 81,9 % du niveau américain, était classé au quatrième rang de la zone OCDE, après ceux de la Suisse, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. En 1973, le PIB par habitant du Canada, à 87,3 %, était toujours au quatrième rang, et l'Allemagne de l'Ouest avait délogé la Nouvelle-Zélande à 81,6 % du troisième rang. En 1989, le Canada, avec un PIB

Tableau 2
PIB réel par habitant et ses déterminants au Canada, 1946-2001

	PIB par heure (dollars de 1997)	Heures hebdomadaires moyennes	Population d'âge actif sur population totale, %	Taux d'activité %	1-Taux de chômage, %	PIB par habitant (dollars de 1997)
Taux annuels moyens de variation						
1946-2001	2.59	-0.79	0.18	0.32	-0.07	2.21
1946-1973	3.91	-1.35	-0.06	0.31	-0.08	2.68
1973-2001	1.33	-0.25	0.41	0.33	-0.07	1.76
1973-1981	1.45	-0.80	0.88	0.97	-0.28	2.22
1981-1989	0.89	0.39	0.13	0.42	0.00	1.85
1989-2001	1.54	-0.30	0.28	-0.15	0.03	1.40
1989-1995	1.51	-0.51	0.18	-0.58	-0.34	0.24
1995-2001	1.58	-0.10	0.38	0.28	0.41	2.57

Source : Tableau 6 de l'annexe dans la version intégrale du texte.

par habitant de 87,5 % du niveau américain, occupait toujours le quatrième rang. En 1995, le Canada était tombé au sixième rang à 81,6 %, déclassé par le Danemark et la Norvège. En 2001, le Canada à 77,9 % a été supplanté par l'Irlande.¹⁵

Ces tendances du PIB relatif par habitant reflètent, bien sûr, les taux de croissance relatifs du PIB par habitant dans les différents pays de l'OCDE. Sur la période 1950-2001, seules la Nouvelle-Zélande et la Suisse ont eu un plus faible taux de croissance du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCDE.

Déterminants des niveaux de vie

Le PIB par habitant est déterminé par cinq facteurs, qui sont :

- la quantité de production, exprimée en prix constants, réalisée par chaque travailleur par heure;
- le nombre annuel moyen d'heures qu'effectuent les travailleurs;
- la proportion de la population totale qui est d'âge actif, vu que seules les personnes d'âge actif contribuent directement au PIB;¹⁵

- le taux d'activité, c'est-à-dire la population active divisée par la population d'âge actif, car seules les personnes faisant partie de la population active contribuent directement à la production; et
- le taux de chômage, défini comme le nombre de chômeurs divisé par la population active, vu que seules les personnes occupées contribuent directement au PIB.¹⁶

La décomposition de la croissance du PIB par habitant au Canada

Sur la période 1946-2001, la croissance de la productivité est intervenue pour 117,2 % de la croissance du PIB réel par habitant au Canada. Les quatre autres composantes de la croissance du PIB réel par habitant étaient nettement moins importantes. La diminution du nombre moyen d'heures a représenté une réduction de 35,7 % de la croissance du PIB réel par habitant sur cette période, tandis que l'augmentation du chômage l'a infléchi de 3,4 %. Par contraste, une structure démographique plus favorable, définie comme une plus grande proportion de personnes d'âge actif au sein de la population totale, a pesé

Tableau 3
PIB nominal par habitant et ses déterminants au Canada
et aux États-Unis, 2001

	PIB par heure (dollars US courants) (1)	Heures hebdomadaires moyennes (2)	Population d'âge actif sur population totale, % (3)	Taux d'activité, % (4)	1-Taux de chômage, % (5)	PIB par habitant (dollars US courants) (6)
États-Unis	41.97	34.20	74.10	66.94	95.25	35,264
Canada	34.44	34.39	77.87	66.23	93.13	29,870
Canada en % des États-Unis	82.05	100.54	105.09	98.94	97.78	84.70
É.-U.-Canada (points)	-17.95	0.54	5.09	-1.06	-2.22	-15.30
Contribution au PIB par habitant						
Canada/É.-U.	117.33	-3.54	-33.26	6.92	14.51	100.00

Source : Données du tableau 2 et du tableau 1 de l'annexe pour le Canada, ainsi que du tableau 3 et du tableau 4 de l'annexe pour les États-Unis dans la version intégrale du texte.

Note : Les données qui précèdent ne peuvent être tirées directement des tableaux cités parce que les données pour le Canada dans ce tableau ont été corrigées des différences de définition de l'âge actif (15 ans et plus au Canada et 16 ans et plus aux États-Unis). Cette correction a obligé à : soustraire le nombre des 15 ans au Canada (413 834) de la population d'âge actif; multiplier le taux d'activité des 15-19 ans (52,3 %) par la population active et soustraire le résultat du chiffre de la population active; et multiplier le taux de chômage pour les 15-19 ans (16,6 %) par le chômage total et soustraire le résultat du chiffre du chômage. Ces estimations corrigées ont alors servi à calculer le ratio de la population d'âge actif sur la population totale, le taux d'activité et le taux de chômage indiqués ici.

Le PIB par habitant peut se calculer comme suit : (6)=[(1)*(2)*52*(3)/100*(4)/100*(5)/100].

8,1 % de la croissance globale du PIB par habitant, tandis que l'accroissement de l'activité y a été pour 14,5 %.

La contribution relative des cinq déterminants de la croissance des niveaux de vie a varié considérablement dans les différentes sous-périodes de la période 1946-2001. Dans la période 1946-1973, la croissance de la production par heure a soutenu la croissance des niveaux de vie, intervenant pour 146,0 % de la croissance du PIB réel par habitant. La diminution du nombre moyen d'heures a épongé une grande part de cette croissance de la productivité, par une contribution négative de 50,2 % à la croissance du PIB réel.

Après 1973, la croissance de la productivité a perdu de l'importance, en chiffres absolus et en chiffres relatifs (75,6 % contre 146,0 %), comme déterminant de la croissance des niveaux de vie, pour trois raisons principales. En premier lieu, la croissance de la productivité a été nettement plus

lente dans la période d'après 1973, tombant d'un taux annuel moyen de progression de 3,9 % en 1946-1973 à 1,3 % en 1973-2001. En second lieu, le rythme du recul du nombre moyen d'heures dans la période d'avant 1973 (1,4 % par an) n'était pas soutenable, de sorte que cette composante a fait une contribution négative beaucoup plus petite à la croissance du PIB réel par habitant (14,2 %). En troisième lieu, avec l'arrivée des cohortes de baby-boomers dans la population active dans les années 70, la taille de la population d'âge actif par rapport à la population totale a crû et représenté une contribution importante à la croissance des niveaux de vie, particulièrement dans la période 1973-1981 (39,7 %). Une dernière raison, moins importante, est que la croissance du taux d'activité s'est légèrement accélérée après 1973, particulièrement dans la période 1973-1981, quand ce facteur a fait une contribution à la croissance du PIB réel (43,5 %).

À cause de la très faible croissance du PIB réel par habitant dans la première moitié des années 90, les contributions en pourcentage ou relatives des différents déterminants du PIB posent problème. Il est plus utile d'examiner les contributions absolues des cinq composantes. La croissance de la production par heure a apporté 1,54 point à la croissance du PIB réel par habitant (1,40 %) sur la période 1989-2001. Cette contribution a été presque la même dans la première moitié de la décennie (1,51 point en 1989-1995) que dans la deuxième moitié (1,58 point en 1995-2001), malgré l'accélération de la croissance du PIB réel annuel moyen par habitant, qui est passée de 0,24 % en 1989-1995 à 2,57 % en 1995-2001.

Au contraire des tendances de la productivité, les contributions absolues des quatre autres déterminants du PIB ont été bien différentes entre la première et la deuxième moitié des décennies, reflet de la conjoncture macroéconomique. Dans la première moitié des années 90, le nombre moyen d'heures a reculé de 0,51 % par an, le taux d'activité de 0,58 %, et la variable du taux de chômage, définie comme l'unité moins le taux de chômage, de 0,34 %, tandis que la taille relative de la population au travail n'a crû que de 0,18 %. Les trois premiers de ces phénomènes ont ralenti la croissance du PIB réel par habitant et représentent l'écart entre la croissance de la productivité et des niveaux de vie.

Dans la deuxième moitié des années 90, malgré la constance de la croissance de la productivité, la croissance du PIB réel par habitant s'est accélérée de 2,3 points, passant de 0,4 % en 1989-1995 à 2,57 %, en raison d'une conjoncture favorable dans chacun des quatre autres déterminants des niveaux de vie. Cette conjoncture a été conditionnée par le revirement du contexte macroéconomique. Le nombre moyen d'heures n'a fléchi que de 0,10 % par an, soit moins que le repli de 0,51 % de la première moitié de la décennie. La croissance de la taille relative de la

population d'âge actif est revenue à 0,38 % par an. Le taux global d'activité a crû de 0,28 % par an, soit un revirement de 0,86 points par rapport à la première moitié des années 90. Le recul du taux de chômage a ajouté 0,41 % par an à la croissance du PIB réel, dans un autre grand revirement (0,73 point) par rapport à la première moitié de la décennie.

Décomposition de l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis en 2001

En 2001, le PIB par habitant, exprimé en dollars courants des États-Unis, au Canada était de 84,7 % de celui des États-Unis, soit un écart de revenu de 15,3 points. Le tableau 3 décompose cet écart selon les cinq déterminants exposés plus haut.¹⁷ Sur les cinq variables qui déterminent le PIB par habitant, en 2001, trois avaient une plus grande valeur aux États-Unis et deux une plus grande valeur au Canada. Le plus important, et de loin, était la productivité, exprimée en production par heure pour l'ensemble de l'économie, qui, au Canada, n'était que de 82,1 % du niveau américain, soit un écart de 17,9 points.¹⁸ Cette variable est plus que suffisante pour expliquer, à elle seule, l'écart de revenu (117,3 %).

Le taux de chômage était plus élevé au Canada qu'aux États-Unis en 2001 (6,9 % contre 4,7 %) et cet écart de taux de chômage de 2,2 % a représenté 14,5 % de l'écart de revenu d'ensemble. Le taux d'activité global moindre du Canada, à 0,7 point (66,2 % contre 66,9 % aux États-Unis) a aussi expliqué 6,9 % de l'écart de revenu d'ensemble. Enfin, la légère supériorité du nombre moyen d'heures travaillées par semaine au Canada (34,4 contre 34,2 aux États-Unis) apporte -0,5 points ou -3,5 % des 15,3 points d'écart de revenu d'ensemble.

Le Canada a une structure démographique qui favorise un niveau supérieur de PIB par habitant par rapport au niveau des États-Unis,

compte tenu de l'importance relative plus considérable de population d'âge actif. En 2001, la population d'âge actif formait 77,9 % de la population totale au Canada, comparativement à 74,1 % aux États-Unis, étant donné le taux de fécondité plus faible au Canada.¹⁹ Cette différence explique 5,1 points ou 33,3 % de l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis, ce qui constitue une contribution très importante.

Décomposition du PIB par habitant en ses composantes dans les pays de l'OCDE en 2001

La différence entre les niveaux de vie et le niveau de productivité au Canada par rapport aux États-Unis est faible comparativement à celle de nombreux autres pays de l'OCDE. En effet, dans plusieurs pays, parce que le nombre annuel d'heures travaillées et les taux d'activité sont moindres, la productivité, par rapport aux États-Unis, est nettement supérieure au PIB par habitant. En effet, quatre pays en 2001 avaient un plus haut niveau de production par heure travaillée que les États-Unis : la Belgique (112,4 % du niveau américain), la Norvège (109,7 %), la France (101,8 %) et les Pays-Bas (100,9 %). Et pourtant, les États-Unis avaient, et de loin, le plus haut niveau de PIB par habitant, la Norvège venant loin derrière, au deuxième rang, à 84,0 % du niveau américain.

Pourquoi les pays dont le niveau de productivité dépasse celui des États-Unis ont-ils un niveau de vie moindre, selon la mesure des niveaux de PIB réel par habitant? Dans le cas des Pays-Bas, de la Norvège et de la France, le phénomène s'explique dans une large mesure par le fait que le nombre moyen d'heures travaillées par an est plus bas. Les travailleurs de ces pays, et de la plupart des autres pays d'Europe, jouissent de beaucoup plus de temps de loisirs que les travailleurs américains. Dans le cas de la Belgique,

le taux d'activité moindre constitue aussi un facteur important.

Le temps de loisirs beaucoup plus considérable dont jouissent les Européens n'est pas intégré dans les chiffres du PIB par habitant, cela va de soi. Pourtant, on pourrait faire valoir avec vigueur que ces loisirs contribuent à une vaste définition des niveaux de vie. En effet, il n'est pas très clair que les Européens aient un niveau de bien-être économique inférieur à celui des Américains, même si leur PIB par habitant est moindre, surtout si l'on songe que les Européens ont fait le choix conscient de travailler moins d'heures. Plutôt que d'utiliser leurs très hauts niveaux de productivité pour atteindre des niveaux de vie matériels comparables à ceux des États-Unis, les Belges, les Norvégiens, les Français et les Néerlandais semblent avoir adopté des niveaux de vie plus modérés, mesurés en PIB par habitant, et affecté une part des gains de productivité à la réduction de leur horaire annuel de travail. Cette situation présente un très grand intérêt pour les objectifs que les Canadiens se donnent.

Cibles pour les niveaux de vie canadiens

Ce qu'il faut pour dépasser les niveaux de vie américains

Comme on a pu le lire dans l'introduction, en 2001, Charles Baillie a proposé que les Canadiens se donnent pour objectif de dépasser les niveaux de vie américains dans 15 ans, c'est-à-dire d'ici 2016. Voilà un objectif extrêmement ambitieux, mais loin d'être impossible. Le PIB par habitant au Canada étant à 84,7 % du niveau américain en 2001, il suffirait que la croissance annuelle du PIB réel par habitant soit de 1,0 point plus rapide au Canada qu'aux États-Unis pour refermer cet écart de revenu de 15,3 points d'ici 2016. Il n'y a pas eu de période, dans toute

l'histoire économique de l'après-guerre au Canada, où la croissance du PIB réel par habitant a dépassé d'autant et pour une aussi longue période celle des États-Unis.

Mais d'autres pays ont réalisé pareil rattrapage. Le meilleur exemple récent est celui de l'Irlande. Comme il ressort du tableau 1, le PIB par habitant de l'Irlande est passé de 49,9 % du niveau américain en 1989 à 82,1 % en 2001, soit une progression de 32,2 points en 12 brèves années ou 2,7 % par an.²⁰ La taille restreinte de l'économie irlandaise pourrait limiter la pertinence de l'expérience irlandaise pour le Canada.²¹

Le taux effectif de croissance du PIB réel par habitant que le Canada devrait réaliser pour dépasser de 1,0 point la croissance du PIB américain par habitant pendant 15 ans dépend, bien sûr, du taux de croissance que les États-Unis réaliseront sur cette période. Les États-Unis ont connu une croissance annuelle moyenne du PIB réel par habitant de 1,82 % sur la période 1973-2001, de 1,60 % sur la période 1989-2001, et de 2,18 % sur la période 1995-2001, où la croissance de la productivité s'est accélérée. À moins d'une grande récession, il est probable que la croissance du PIB par habitant aux États-Unis au cours des 15 prochaines années sera, en moyenne, d'au moins 2 % par an. Cela signifie que la croissance moyenne du PIB réel au Canada devra être d'au moins 3,0 % par an pour atteindre la parité des niveaux de vie avec les États-Unis.

On l'a vu plus haut, rien n'est impossible. En effet, sur la période 1946-2001, il y a eu 25 années (sur 55) où la croissance du PIB réel par habitant au Canada a été égale ou supérieure à 3,0 %. Un grand nombre de ces années étaient des années de reprise, si bien que la robuste croissance du PIB par habitant ne pouvait pas durer. La période de 15 ans où la croissance du PIB réel par habitant a été la plus forte dans l'après-guerre a été de 1961 à 1976. Le taux annuel moyen de 3,6 % de croissance pendant

cette période dépasse le taux annuel de croissance de 3,0 % du PIB réel par habitant dont le Canada a besoin pour dépasser les niveaux de vie américains d'ici 2016, si l'on retient l'hypothèse de 2,0 % de croissance annuelle du PIB par habitant aux États-Unis.

Vu l'incertitude au sujet de la croissance du PIB réel par habitant aux États-Unis, il est plus indiqué d'élaborer des scénarios pour l'atteinte des niveaux de vie américains en utilisant le taux annuel différentiel de croissance du revenu nécessaire (1,0 point) plutôt qu'un taux de croissance absolu. Une très vigoureuse croissance du PIB réel par habitant au Canada ne permettra pas de dépasser les niveaux de vie américains si les États-Unis connaissent également une solide croissance, comme c'est probable.

Sur la période 1946-2001, il y a eu 17 années (sur 55) où la différence entre les taux de croissance du PIB réel par habitant aux États-Unis a été égale ou supérieure à 1,0 %. Un grand nombre de ces années ont été des années de reprise plus vigoureuse au Canada, si bien que la grande différence ne pouvait pas durer. La période de 15 ans où la différence de croissance du PIB réel par habitant entre le Canada et les États-Unis a été la plus grande dans l'après-guerre a été de 1966 à 1981. Toutefois, la différence pour cette période a été de 0,9 point, tout juste un peu moins que le 1,0 point dont le Canada a besoin pour dépasser les niveaux de vie des États-Unis d'ici 2016.

Stratégies pour dépasser les niveaux de vie des États-Unis

Que faudrait-il pour que le taux annuel moyen de croissance du PIB réel par habitant soit 1,0 % plus rapide au Canada qu'aux États-Unis sur la période 2001-2016 afin d'éliminer l'écart de 15,3 points du PIB par habitant? Voyons les déterminants de la croissance des niveaux de vie, un à un.

La première façon de refermer l'écart de revenu est d'abaisser le taux de chômage. Le taux de chômage canadien officiel en 2001 a été, en moyenne, de 6,9 %, comparativement au taux officiel américain de 4,7 % (tableau 3). Environ 0,8 point de l'écart venait de différences de définition,²² ce qui laisse un écart vrai de 1,4 point. L'élimination de cet écart épongerait donc seulement 1,4 point de l'écart du PIB réel, soit environ 9 % de l'écart global. Voilà, certes, un objectif valable, mais ce n'est pas ce qu'il faut pour refermer l'écart de revenu.

En théorie, le Canada pourrait tenter de ramener son taux de chômage en deçà de celui des États-Unis, comme il l'a fait pendant plusieurs années au cours de la décennie 60. Pareille réalisation contribuerait certainement davantage à la fermeture de l'écart de revenu que l'atteinte de la parité des taux de chômage avec les États-Unis. Mais, avec la sécurité sociale plus généreuse chez nous, le taux de chômage à inflation stationnaire (TCIS) au Canada pourrait être supérieur à celui des États-Unis, ce qui pourrait compliquer l'atteinte d'un taux de chômage moindre.

Une deuxième façon de refermer l'écart de revenu consiste à porter le taux d'activité au Canada au niveau américain. En 2001, le taux global d'activité au Canada était de 66,2 %, comparativement à 66,9 % aux États-Unis. L'élimination de cet écart de 0,7 point ne retrancherait donc que 1,1 point de l'écart de PIB par habitant, soit environ 6 % de l'écart global. Cela peut, encore une fois, être un objectif valable si cette décision d'activité accroît le bien-être économique de ceux qui entrent dans la population active, mais il reste qu'elle n'est pas la façon de refermer l'écart de revenu.

En théorie, le Canada pourrait cibler un taux d'activité supérieur à celui des États-Unis, même s'il n'a jamais dépassé le taux d'activité des États-Unis (comme l'ont fait des pays comme la Suède). Cette réalisation contribuerait davantage à la fermeture de l'écart de revenu que la simple

atteinte de la parité avec les États-Unis. Encore une fois, si l'objectif est valable, il peut être néanmoins très difficile à atteindre, vu que l'impact de la politique sur l'activité pose problème. Le taux global d'activité devrait normalement régresser au cours des 15 prochaines années, par un effet de composition dans les deux pays, avec l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération des baby-boomers. Une façon dont le taux d'activité canadien pourrait dépasser celui des États-Unis serait d'élaborer des politiques visant à amener une plus grande proportion des baby-boomers à demeurer volontairement dans la population active, ne serait-ce qu'à temps partiel.

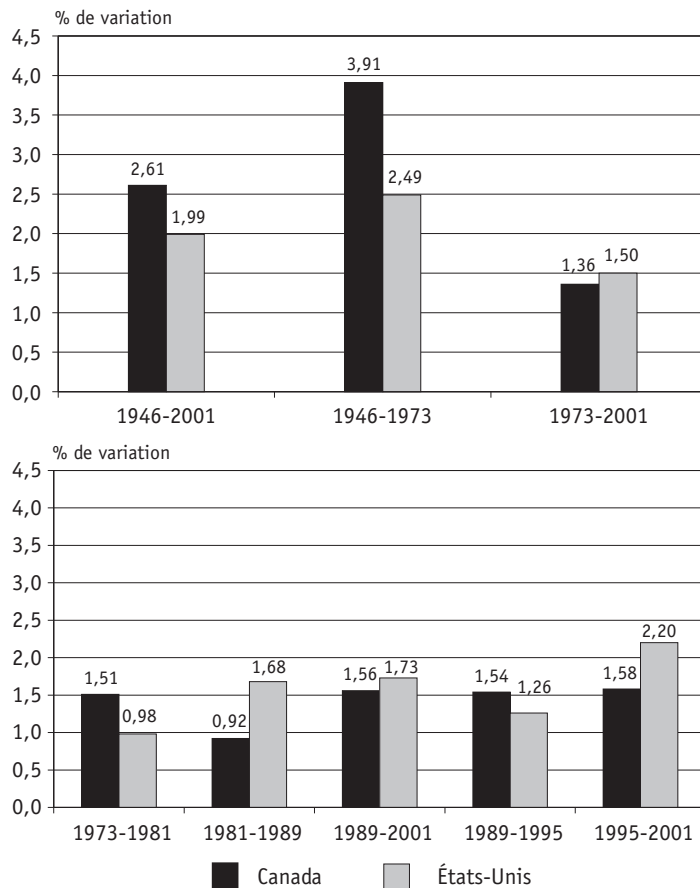
Une troisième façon dont le Canada pourrait refermer l'écart de revenu avec les États-Unis est d'amener les Canadiens à travailler de plus longues heures, et donc à produire plus. Cependant, selon les sources de données utilisées dans le présent article, les Canadiens travaillent déjà aussi longues heures que leurs homologues américain. Néanmoins, il resterait possible que les Canadiens travaillent de plus longues heures s'ils le désirent, et comblent donc une partie de l'écart de revenu.

Le principal problème que pose cette stratégie est que la plupart des Canadiens ne veulent pas faire de plus longues heures. Malgré l'augmentation de revenu que cela leur procurerait, ils s'estimeraient plus mal en point s'ils étaient obligés de travailler plus. Dans cette perspective, l'allongement du temps de travail ne représente pas une solution à l'écart de revenu, sauf dans le cas des travailleurs à temps partiel en quête de travail à temps plein ou de plus nombreuses heures et des travailleurs à temps plein désirant effectuer plus d'heures de travail supplémentaires ou de plus longues heures non rémunérées, de façon soutenue.

Un quatrième mécanisme possible pour réduire l'écart de revenu consiste à accroître la taille de la population d'âge actif dans la population totale par rapport à celle des États-Unis. Au

Graphique 3 PIB réel par heure travaillée au Canada et aux États-Unis

(taux annuel moyen de variation)



Source : Tableau 14 de la version intégrale du document.

Canada, en 2001, la population de 16 ans et plus représentait 77,9 % de la population totale, soit la plus forte proportion dans l'histoire du Canada, et 3,8 points de plus que la proportion de 74,1 % observée aux États-Unis. Le taux de fécondité moindre au Canada explique cette différence de structure démographique par rapport aux États-Unis. Comme on s'attend que la fécondité reste moindre au Canada, l'écart entre la taille relative des populations d'âge actif dans les deux pays augmentera probablement, contribuant à la fermeture de l'écart de revenu.

La cinquième et dernière façon de refermer l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis est de réduire l'écart de productivité. C'est de loin la stratégie la plus importante à pratiquer.

En 2001, la production par heure pour l'ensemble de l'économie au Canada, exprimé en dollars courants, était de 82,1 % du niveau américain, contre 84,8 % en 1995 et un sommet de 90,8 % en 1977 (graphique 4 et tableau 2 de l'annexe).²³ En effet, la croissance de l'écart du PIB par habitant entre le Canada et les États-Unis dans les années 80 et 90 est venue essentiellement de l'augmentation de l'écart de productivité.

L'élimination d'ici 2016 de l'écart de productivité de 17,9 points constaté en 2001 serait plus que suffisante pour refermer l'écart de revenu. La fermeture de cet écart supposerait que la production réelle par heure pour l'ensemble de l'économie connaisse une croissance de 1,2 % plus rapide au Canada qu'aux États-Unis sur la période 2001-2016. Il y a, de fait, eu 15 ans, dans l'histoire économique canadienne de l'après-guerre, où la croissance de la production par heure a dépassé d'un pourcentage aussi considérable celle des États-Unis.

D'autres pays ont réalisé des rattrapages encore plus impressionnants. Le meilleur exemple récent est l'Irlande. Le PIB par heure de l'Irlande est passé de 44,3 % du niveau américain en 1973 à 71,7 % en 1989, soit une progression de 27,4 points en 16 ans. Ce taux de croissance de la productivité, à 4,4 % par an, était 3,1 % par an supérieur à celui des États-Unis.

Le taux de croissance réelle de la production par heure que le Canada devrait réaliser pour dépasser de 1,2 point pendant 15 ans la croissance par heure du PIB aux États-Unis dépend du taux de croissance de la productivité que les États-Unis réaliseront sur cette période. La croissance de la production par heure pour l'ensemble de l'économie aux États-Unis a été de 1,50 % sur la période 1973-2001, de 1,73 % sur la période 1989-2001, et de 2,20 % sur la période 1995-2001, où la croissance de la productivité s'est accélérée (graphique 3).

À moins d'une grande récession, il est probable que la croissance moyenne de la productivité

aux États-Unis au cours des 15 prochaines années sera d'au moins 2 % par an. En effet, de nombreux économistes prédisent que la croissance de la productivité sera beaucoup plus vigoureuse. Ainsi, Martin Baily (2002), ancien président du US Council of Economic Advisors, projette une croissance annuelle de la productivité de l'ordre de 2,2 %-2,7 % par an d'ici la fin de la décennie, en raison de l'impact continu des technologies de l'information sur la productivité.²⁴

Cela signifie que le Canada doit réaliser une croissance moyenne de productivité d'au moins 3,2 % par an, et probablement plus, pour atteindre la parité des niveaux de productivité et des niveaux de vie avec les États-Unis d'ici 2016. Sur la période 1946-2001, il y a eu, de fait, 20 années (sur 55) où la croissance de la production réelle par heure pour l'ensemble de l'économie au Canada a été égale ou supérieure à 3,2 %, mais une seule après 1976. Le plus fort taux de croissance annuel moyen de production par heure sur une période de 15 ans dans l'après-guerre a été une étonnante croissance de 4,6 % par an, de 1949 à 1964. Cela voudrait dire que l'atteinte d'une croissance de productivité de 3,2 % sur les 15 prochaines années n'est peut-être pas une mission impossible. Mais le passé n'est peut-être pas toujours garant des possibilités de l'avenir.

Encore une fois, compte tenu de l'incertitude concernant la croissance de la productivité aux États-Unis, il est plus indiqué d'élaborer des scénarios pour l'élimination de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis en fonction du taux annuel différentiel de croissance de la productivité qu'il faut (1,1 point) qu'en fonction d'un taux de croissance absolu. Un très vigoureux taux de croissance de la productivité au Canada ne permettra de dépasser les niveaux de productivité des États-Unis si les États-Unis connaissent aussi une vigoureuse croissance, comme c'est probable.

Sur la période 1946-2001, il y a eu 17 années (sur 55) où la différence entre les taux de crois-

sance de la production réelle par heure au Canada et aux États-Unis a été égale ou supérieure à 1,1 %, mais seulement une depuis 1976. Un grand nombre de ces années étaient des années de vigoureuse reprise cyclique de la productivité au Canada, si bien que l'écart considérable ne pouvait pas durer. La période de 15 ans où l'on a observé la plus grande différence de PIB réel par heure travaillée entre le Canada et les États-Unis dans l'après-guerre a été de 1946 à 1961. La différence était très impressionnante, à 1,9 point, résultat d'une croissance annuelle moyenne de production par heure de 4,3 % au Canada et de 2,4 % aux États-Unis. Bien sûr, le niveau relatif de productivité du Canada en 1946 était plus faible qu'en 2001 (55,3 % du niveau américain contre 82,1 %), ce qui voudrait dire que les possibilités de rattrapage étaient plus grandes alors.

Dans la mesure où l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis reflète des décalages de la mise en œuvre des technologies optimales aux États-Unis dans l'industrie canadienne, il peut y avoir possibilité de refermer une grande partie, sinon la totalité, de l'écart de productivité à long terme. Ce sera particulièrement le cas si la cadence des progrès technologiques aux États-Unis ralentit.

Une école de pensée en matière de changement technologique est que l'innovation technologique vient par vagues et que les États-Unis connaissent actuellement une de ces vagues. Lorsque cette phase du progrès technique arrivera à terme, selon cette façon de voir, la croissance de la productivité ralentira aux États-Unis. D'autres pays auront alors la possibilité de rattraper les niveaux de productivité des États-Unis. De nombreux pays ont connu ce phénomène de convergence dans l'après-guerre. Mais, comme nous ne savons pas quand s'estomperont les incidences de productivité de la révolution de la TI aux États-Unis, nous ne pouvons pas dire grand-chose au sujet des incidences pos-

sibles de ce phénomène pour l'évolution de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis, au moins pour les 15 prochaines années.

Dans une perspective à long terme, l'élargissement des écarts de productivité et de revenu entre le Canada et les États-Unis pourrait ne pas être un phénomène aussi défavorable qu'on le dit habituellement, particulièrement dans certains médias. Dans la mesure où cet écart croissant vient d'une accélération de la croissance de la productivité aux États-Unis et dans la mesure où le Canada est capable d'adopter un jour ces technologies optimales des États-Unis, les Canadiens seront nettement avantagés, à long terme, par cette accélération de cadence du progrès technique.

La seule stratégie politiquement acceptable et efficace qui puisse contribuer sensiblement à la fermeture de l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis consiste à réduire considérablement ou à éliminer d'emblée l'écart de productivité. Il y a de nombreuses politiques publiques particulières et interventions du secteur privé qui peuvent contribuer à l'atteinte de cet objectif.²⁵

En effet, il est possible de faire valoir que la fermeture de l'écart de productivité devrait, de fait, être un objectif national plus important que la fermeture de l'écart de revenu. C'est parce que la fermeture de l'écart de revenu donnerait aux Canadiens la possibilité d'échanger du revenu pour des loisirs, comme de nombreux Européens ont choisi de le faire. L'élimination de l'écart de productivité de 17,9 points avec les États-Unis donnerait aux Canadiens le choix entre une augmentation de 17,9 % de leur revenu réel par rapport aux États-Unis, et une diminution de travail de 17,9 %, ou une combinaison de ces deux résultats. Si les Canadiens optaient pour plus de loisirs et ne refermaient donc pas l'écart étroitement défini avec les États-Unis pour ce qui est des niveaux de vie, il serait erroné de conclure que les Canadiens seraient plus désavantagés, en matière de bien-être économique ou de niveaux

de vie, au sens large, par rapport aux Américains. La productivité offre des choix.

Conclusion

Les principales conclusions de cet article sont doubles. En premier lieu, l'accent mis sur l'amélioration de la croissance de la productivité du Canada, et en particulier sur l'élimination de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis, est, de loin, la façon la plus importante et la plus efficace d'arriver à faire en sorte que les niveaux de vie canadiens dépassent les niveaux de vie américains d'ici 2016. En second lieu, parvenir à égaler ou dépasser les niveaux de productivité des États-Unis est probablement un meilleur objectif de société que vouloir égaler ou dépasser les niveaux de vie américains, mesurés par le PIB par habitant. Atteindre cet objectif donnerait certainement aux Canadiens la possibilité d'avoir le même niveau de revenu par habitant que les Américains, mais leur donnerait aussi l'option de choisir plus de loisirs, une composante du bien-être économique qui n'est pas actuellement prise en compte dans le PIB.

Notes

* Version condensée d'un texte rédigé pour le Forum TD sur le niveau de vie canadien, 7-8 octobre 2002, Ottawa (Ontario). Je tiens à remercier Don Drummond de l'invitation à rédiger cet article, le Groupe financier Banque TD de son soutien financier, Dale Orr de ses commentaires, et Jeremy Smith de sa précieuse assistance en matière de recherche. La version intégrale du document se trouve à www.csls.ca, sous *International Productivity Monitor*. Courriel : csls@csls.ca.

1 Le rapport du Forum TD sur le niveau de vie canadien ainsi que les documents de travail préparés pour le Forum se trouvent à www.td.com/economics.

2 Par exemple, Claire Brown (1994), dans *American Standards of Living*, élabore un indice des niveaux de vie fondé sur trois catégories fonctionnelles de dépenses - de base, variété et statut - où chaque catégorie représente l'utilisation de dépenses en fonction de la quête d'un objectif différent.

- 3 Il a été élaboré des estimations de l'indice du bien-être économique (IBEE) pour le Canada et les provinces, les États-Unis, et les pays de l'OCDE; on les trouve dans www.csls.ca. En général, cet indice a progressé plus lentement que le revenu par habitant. Pour une réflexion sur l'IBEE, voir Osberg (1985) et Osberg et Sharpe (1998, 2002a, 2002b).
- 4 Statistique Canada recommande d'utiliser des estimations de revenu fondées sur les prix courants pour les comparaisons internationales des niveaux de revenu plutôt que des estimations fondées sur les prix constants, parce que les premières tiennent compte des déplacements des composantes du PIB, au contraire des estimations de PIB en prix constants. Cela oblige à appliquer les PPA pour chaque année à la série des prix courants en devise intérieure (dollars canadiens) pour convertir la série en devise commune. La PPA d'une année de base n'est pas utilisée, comme pour la conversion en devise commune d'une série à prix constants en devise intérieure. Le présent texte suit cette recommandation pour les comparaisons de niveaux de revenu entre le Canada et les États-Unis. Les niveaux et les tendances fondés sur les estimations de revenu relatif en prix constants entre le Canada et les États-Unis sont, par contre, très semblables à ceux fondés sur les estimations en prix courants (voir tableau 3A et graphiques 4-6 de la version intégrale de cet article). Les comparaisons de taux de croissance entre pays sont fondées sur les tendances des estimations du PIB en prix constants, exprimées en devise intérieure, et n'exigent pas de conversion en devise commune par les parités de pouvoir d'achat.
- 5 La révision des comptes nationaux des États-Unis le 31 juillet 2002 a abaissé les estimations de PIB des États-Unis pour la période 1999-2001 et donc refermé l'écart de revenu entre le Canada et les États-Unis. Dans la version initiale du présent texte, le PIB par habitant du Canada en 2001 était de 83,7 % de celui des États-Unis. Les révisions ont entraîné une majoration de 1,0 point, qui l'a porté à 84,7 %, ramenant cet écart de 16,3 points à 15,3 points.
- 6 En 2001, le RP était égal à 79,9 % du PIB au Canada, comparativement à 85,1 % aux États-Unis. Le ratio RP/PIB fluctue de façon inversement proportionnelle aux bénéfices des sociétés dans le PIB puisque les bénéfices des sociétés sont une composante du PIB, mais pas du RP. Les bénéfices des sociétés se sont contractés par rapport au PIB aux États-Unis depuis le milieu des années 90, tandis que l'inverse a été observé au Canada, si bien que la différence de ratios RP/PIB entre le Canada et les États-Unis s'est accentuée rapidement depuis lors, passant de 0,9 point en 1995 à 5,2 points en 2001. Les bénéfices des sociétés ont été un grand déterminant de l'écart entre les ratios RP/PIB du Canada et des États-Unis depuis au moins le milieu des années 70; l'importance historiquement supérieure au Canada des rentes économiques des ressources naturelles, qui sont comprises dans le PIB mais pas dans le RP, peut expliquer l'infériorité du ratio RP/PIB au Canada dans les décennies qui ont précédé.
- 7 Le pays qui consomme une plus grande proportion de production et a donc un meilleur RP par habitant peut avoir un niveau de vie supérieur, exprimé par le RP par habitant, à court terme, que celui ayant un plus haut PIB par habitant, mais un plus faible RP par habitant parce qu'il réinvestit une plus forte proportion du PIB. À long terme, le pays ayant le plus haut PIB par habitant sera mieux placé pour soutenir des niveaux de vie élevés.
- 8 Maddison (2001) donne des estimations du PIB réel et des estimations de population pour le Canada et les États-Unis qui permettent de calculer le PIB par habitant du Canada en proportion du niveau américain en 1820 (71,0 %), en 1870 (69,3 %), en 1913 (83,9 %), et pour toutes les années de 1950 (77,8 %) à 1998 (75,2 %). Ces estimations ne sont pas comparables à celles de la période 1946-2001 dans le présent texte, parce que les sources de données utilisées ne sont pas les mêmes.
- 9 Le RP par habitant et le RPD par habitant ont aussi culminé en proportion de ceux des États-Unis en 1981, à 93,5 % et 88,7 %, respectivement.
- 10 Par contraste avec le PIB par habitant, le RP relatif par habitant et le RPD relatif par habitant ont continué de régresser sur la période 1992 à 1997, dans le premier cas de 85,4 % à 79,7 % du niveau américain et, dans le second, de 75,4 % à 70,8 %.
- 11 Encore une fois, par contraste avec l'amélioration du PIB par habitant par rapport aux États-Unis, le RP et le RPD par habitant ont légèrement diminué au cours de la période 1997-2001 (passant de 79,7 % du niveau américain en 1997 à 70,8 % en 2001 dans le cas du RP et de 70,8 % en 1997 à 70,4 % en 2001 dans le cas du RPD).
- 12 L'année 2000 était le sommet cyclique, non pas 2001. Le taux de croissance annuel moyen de 1989 à 2000 a été 1,48 %.
- 13 Quand le PIB est exprimé en dollars constant (Tableau 3A dans la version non abrégée de texte), l'écart de croissance de 0,18 % par an se traduit dans un changement de 9,9 points sur cette période de 55 ans. L'augmentation a été de 14,5 points du RP par habitant (qui est passé de 64,1 % du niveau américain en 1946 à 78,6 % en 2001), mais de seulement 5,4 points pour le RPD, qui est passé de 65,0 % à 70,4 % (voir tableau 1 de l'annexe).
- 14 L'Allemagne de l'Ouest a fait place à l'Allemagne unifiée dans l'échantillon d'après 1995. Si l'Allemagne de l'Ouest avait toujours été indiquée comme pays distinct, le Canada se serait probablement classé septième.
- 15 Il faut noter que l'estimation, selon le groupe de Groningue, du PIB par habitant du Canada en proportion des estimations américaines de 77,9 % en 2001 est nettement plus faible que l'estimation de 84,7 % calculée par le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV), que reflètent le graphique 1 et le tableau 1 de l'annexe. L'écart reflète l'intégration de données plus récentes des comptes nationaux dans l'estimation du CENV. Des révisions récentes ont augmenté le PIB au Canada et l'ont diminué aux États-Unis. L'écart reflète également l'utilisation d'estimations différentes des parités des pouvoirs d'achat entre le Canada et les États-Unis — la

PPP du déflateur du PIB bilatéral de Statistique Canada par le CENV et la PPP du déflateur du PIB multilatéral de l'OCDE par le groupe de Groningue.

- 16 La population d'âge actif est définie comme la population de 15 ans et plus au Canada et de 16 ans et plus aux États-Unis. Dans les statistiques de l'OCDE, la population d'âge actif est généralement définie comme celle de 15 à 64 ans.
- 17 On peut combiner le taux d'activité et le taux de chômage pour former le taux d'emploi (nombre de personnes occupées divisé par la population d'âge actif).
- 18 Il importe de noter qu'il a fallu rajuster les variables du marché du travail dans le tableau, par souci de convergence avec la définition américaine de la population d'âge actif, qui est celle de 16 ans et plus, plutôt que celle de 15 ans et plus. Par conséquent, les estimations pour les variables du marché du travail pour le Canada en 2001 dans ce tableau diffèrent quelque peu de celles utilisées ailleurs dans le présent article.

- 19 Le niveau estimé de production par heure aux États-Unis est fondé sur les données concernant l'horaire hebdomadaire moyen, selon l'Enquête sur les statistiques courantes d'emploi (SCE) menée auprès des établissements. En 2001, cette estimation était de 34,12 heures par semaine (tableau 14 dans la version non abrégée). L'enquête SCE exclut les salariés dans les fermes, les propriétaires (travailleurs indépendants non constitués en société), et les travailleurs familiaux non rémunérés. La SCE ne recueille pas de données sur les heures des travailleurs hors production dans les industries de biens ni des superviseurs dans les industries de services. Dans les industries non manufacturières, il est tenu pour acquis que les heures des travailleurs hors production et des superviseurs évoluent au même rythme et se situent au même niveau que celles des travailleurs de la production et non-superviseurs.

Une autre source de données américaines sur les heures est l'Enquête courante sur la population (ECP), c'est-à-dire une enquête-ménages qui couvre tous les travailleurs civils. Cette enquête sert à réunir des données de tous les travailleurs sur le nombre réel d'heures travaillées, et n'exige donc pas de corrections de la sous-observation ni d'hypothèses quant aux heures des travailleurs hors production et des superviseurs. Selon l'ECP, l'horaire hebdomadaire moyen en 2001 était de 39,2 heures, soit 5,0 heures ou 14,6 % de plus que l'estimation de la SCE (tableau 8 de l'annexe dans la version non abrégée). Les conséquences que l'autre série relative aux heures peut avoir sur la productivité sont très importantes, car le niveau de production par heure aux États-Unis en 2001 est de 14,6 % plus bas avec l'estimation de l'ECP. Cela signifie que la production par heure au Canada en 2001 serait de 94,1 % de celle des États-Unis (tableau 7 de l'annexe dans la version non abrégée), plutôt que les 82,1 % signalés au tableau 11 dans la version non abrégée. Comme les taux de croissance des deux séries relatives aux heures étaient très voisins pour la période 1995-2001, l'élargissement de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis entre 1995 et 2001

n'est pas touché. Cependant, il y a une diminution de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis sur la période 1981-1995 lorsqu'on utilise la série ECP relative aux heures, par contraste avec une forte augmentation lorsqu'on utilise la série SCE pour les heures.

Le BLS et l'OCDE (1998 et 2001) utilisent la série SCE relative aux heures, car on estime que la série SCP amène une surestimation du nombre d'heures travaillées et que, de façon générale, les données sur les heures fondées sur les établissements sont supérieures aux données fondées sur les ménages dans le cas des estimations de productivité. Pour une analyse détaillée de ces questions, voir Van Ark (1998) et Eldridge, Manser, Otto et Robinson (2001). Il est absolument crucial de poursuivre les travaux dans ce domaine.

- 20 Selon Statistique Canada (2002b), en 1999, le taux de fécondité du Canada a touché un creux sans précédent de 1,58 enfant par femme, comparativement au taux américain de 2,08 %, soit une différence de plus d'un demi-enfant par femme. Il y a tout juste 20 ans, l'écart était de moins d'un tiers de ce qu'il est aujourd'hui.
- 21 Tout comme certains pays ont joui de périodes de rattrapage rapide, d'autres ont connu des périodes de détérioration importante de leurs niveaux de vie relatifs. Ainsi, le PIB relatif par habitant de la Nouvelle-Zélande a dégringolé de 27,6 points, passant de 88,8 % du niveau américain en 1950 à 61,2 % en 1989, tandis que celui de la Suisse a perdu 33,8 points, passant de 115,7 % en 1973 à 81,9 % en 2001 (voir tableau 1).
- 22 Pour un exposé du miracle économique irlandais et des leçons à en tirer pour le Canada, voir Fortin (2001).
- 23 La grande différence dans la compilation des taux de chômage au Canada et aux États-Unis se situe au niveau du traitement des demandeurs passifs, définis comme ceux dont la seule activité de recherche d'emploi est la consultation des petites annonces dans les journaux. Ces demandeurs d'emploi passifs sont comptés dans la population active au Canada, mais en sont exclus aux États-Unis. Selon Sunter (1998), cette différence en 1998 pouvait expliquer 0,7 point de l'écart.
- 24 De 1946 à 1977, le niveau global de production par heure au Canada avait convergé vers le niveau supérieur des États-Unis, passant de 55,3 % à 90,8 % du niveau américain.
- 25 Pour un exposé des facteurs déterminant la croissance future de la productivité au Canada, voir Sharpe et Gharani (2002). Voir Sharpe (2002a) pour une analyse de faits nouveaux récents en productivité au Canada et aux États-Unis.
- 26 Voir Rao et Sharpe (2002) pour une recherche récente de textes traitant de nombreuses politiques destinées à améliorer la performance de la productivité du Canada. Voir Sharpe (2002b) pour une vue d'ensemble des concepts, des tendances et des enjeux de productivité au Canada.

Références

- Baillie, Charles (2001) « Allocution devant le Canadian Club », Toronto (Ontario), 26 février.
- Baily, Martin Neil (2002) « The New Economy: Post Mortem or Second Wind? » *Journal of Economic Perspectives*, printemps, volume 16, no 2, p. 3-22.
- Brown, Claire (1994) *American Standards of Living, 1918-1988* (Cambridge, Mass. : Blackwell).
- Eldridge, Lucy, Marilyn Manser, Phyllis Otto, et Brooks Robinson (2001) « Hours Data in Productivity Measures, » communication préparée pour la réunion du FESAC, 7-8 juin.
- Fortin, Pierre (2001) « Le boom économique irlandais : que nous a-t-il appris? » *Observateur international de la productivité*, no 3, automne, p. 19-33, dans www.csls.ca.
- Maddison, Angus (2001) *L'économie mondiale : une perspective millénaire* Paris : Centre de développement de l'OCDE.
- OCDE (1998) « Annual Hours of Work: Definitions and Comparability Issues », communication préparée par la 16e réunion du Groupe de travail sur les statistiques de l'emploi et du chômage, 23-24 mars, Paris.
- OCDE (2001) « Activities of the Working Party on Employment and Unemployment Statistics — Estimates of Annual Hours Actually Worked in OECD Countries », DSTI/EAS/IND/SWP (2001)16.
- Osberg, Lars (1985) « La mesure du bien-être économique » in David Laidler (c. recherche) *Bien-être économique*, volume 26 de recherche, Commission royale MacDonald (Toronto : University of Toronto Press).
- Osberg, Lars et Andrew Sharpe (1998) « Un indice du bien-être économique pour le Canada », Document de recherche 99-1, Division générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, décembre.
- Osberg, Lars et Andrew Sharpe (2002a) « The Index of Economic Well-being: An Overview, » *Indicators : The Journal of Social Health*, printemps, p. 24-62.
- Osberg, Lars et Andrew Sharpe (2002b) « An Index of Economic Well-being for Selected OECD Countries, » *Review of Income and Wealth*, septembre, Series 48, numéro 3, p. 291-316.
- Rao, Someshwar et Andrew Sharpe, directeurs généraux de la publication (2002) *Les enjeux de la productivité au Canada*, (Calgary : University of Calgary Press).
- Sharpe, Andrew (2002a) « La performance récente de la productivité aux États-Unis et au Canada : Conséquences pour l'écart de productivité et de revenu entre le Canada et les États-Unis », *Observateur international de la productivité*, numéro quatre, printemps, p. 3-15. (dans www.csls.ca).
- Sharpe, Andrew (2002b) « Productivity Concepts, Trends and Prospects: An Overview », in Andrew Sharpe, France St-Hilaire et Keith Banting *Review of Economic Performance and Social Progress, 2002: Towards a Social Understanding of Productivity* (Ottawa : Centre d'étude des niveaux de vie et Montréal : Institut de recherches politiques).
- Sharpe, Andrew et Leila Gharani (2002) « Productivité tendancielle et la nouvelle économie », in Someshwar Rao et Andrew Sharpe (directeurs généraux de la publication) *Les enjeux de la productivité au Canada* (Calgary : University of Calgary Press).
- Statistique Canada (2002a) « Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada, 1992-2001 », no 13-604-MIB au cat., no 39, juin.
- Statistique Canada (2002b) « Tendances récentes de la fécondité canadienne et américaine », *Le Quotidien*, 3 juillet.
- Sunter, Deborah (1998) « L'écart entre les taux de chômage — les petites différences de mesure ont leur importance », *Le point sur la population active*, vol. 2, no 4, automne, Statistique Canada
- Van Ark, Bart (1998) « Annual Working Hours in the United States: Which Measure Should be Used for International Comparisons? » Groningen Growth and Development Centre, non publié, juillet.
- Van Ark, Bart (2002) « Understanding Productivity and Income Differentials in the OECD Area: A Survey, » in Andrew Sharpe, France St-Hilaire et Keith Banting *Review of Economic Performance and Social Progress, 2002: Towards a Social Understanding of Productivity* (Ottawa : Centre d'étude des niveaux de vie et Montréal : Institut de recherches politiques).

Tableau 1 de l'annexe

Niveaux globaux nominaux de revenu par habitant au Canada et aux États-Unis, 1946-2001

	Canada						États-Unis					Canada en % des États-Unis				
	PIB par habitant, \$ courants	Revenu personnel par habitant, \$ courants	Revenu personnel disponible par habitant, \$ courants	PPA		PIB par habitant, \$ US courants	Revenu personnel par habitant, \$ US courants		PIB par habitant, \$ US courants	Revenu personnel par habitant, \$ US courants	Revenu personnel disponible par habitant, \$ US courants	PIB par habitant	Revenu personnel			
				PPA individuelles	PPA des dépenses		PIB par habitant, \$ US courants	Revenu personnel par habitant, \$ US courants					Revenu personnel par habitant, \$ US courants	Revenu personnel par habitant, \$ US courants	Revenu personnel par habitant	Revenu personnel par habitant
1946	988	802	735	1.143	1.018	1,130	816	748	1,578	1,275	1,150	71.57	64.05	65.03		
1947	1,097	868	802	1.197	1.060	1,312	920	849	1,702	1,338	1,199	77.09	68.75	70.85		
1948	1,236	979	910	1.141	1.006	1,410	985	916	1,846	1,445	1,312	76.37	68.17	69.80		
1949	1,277	994	930	1.088	0.959	1,390	953	892	1,801	1,401	1,286	77.13	68.03	69.36		
1950	1,378	1,037	978	1.084	0.945	1,494	981	925	1,940	1,516	1,389	76.98	64.69	66.60		
1951	1,578	1,195	1,112	1.020	0.927	1,611	1,108	1,031	2,201	1,677	1,499	73.20	66.05	68.78		
1952	1,738	1,282	1,182	0.992	0.916	1,724	1,175	1,083	2,285	1,759	1,552	75.43	66.80	69.76		
1953	1,778	1,313	1,205	1.010	0.934	1,795	1,227	1,126	2,381	1,834	1,622	75.39	66.92	69.42		
1954	1,732	1,286	1,180	1.010	0.936	1,749	1,204	1,104	2,347	1,818	1,629	74.54	66.22	67.80		
1955	1,857	1,351	1,243	1.036	0.932	1,924	1,260	1,159	2,512	1,917	1,715	76.58	65.72	67.60		
1956	2,037	1,459	1,338	1.033	0.930	2,104	1,357	1,244	2,603	2,021	1,800	80.81	67.13	69.10		
1957	2,062	1,511	1,381	1.048	0.933	2,161	1,410	1,288	2,694	2,097	1,866	80.21	67.24	69.04		
1958	2,081	1,556	1,437	1.054	0.938	2,194	1,460	1,349	2,686	2,124	1,899	81.68	68.75	71.02		
1959	2,154	1,603	1,469	1.060	0.929	2,283	1,490	1,365	2,865	2,224	1,983	79.69	67.00	68.87		
1960	2,193	1,652	1,501	1.062	0.935	2,329	1,545	1,404	2,918	2,283	2,026	79.81	67.65	69.29		
1961	2,221	1,646	1,489	1.069	0.935	2,375	1,538	1,392	2,970	2,342	2,081	79.96	65.69	66.88		
1962	2,365	1,757	1,590	1.066	0.934	2,522	1,640	1,485	3,143	2,454	2,174	80.24	66.85	68.32		
1963	2,493	1,840	1,666	1.056	0.931	2,633	1,714	1,552	3,268	2,541	2,249	80.56	67.47	69.01		
1964	2,680	1,942	1,743	1.044	0.924	2,797	1,795	1,612	3,462	2,687	2,412	80.81	66.80	66.81		
1965	2,902	2,095	1,874	1.025	0.921	2,973	1,928	1,725	3,705	2,868	2,567	80.24	67.24	67.21		
1966	3,186	2,311	2,028	1.004	0.910	3,199	2,104	1,847	4,015	3,084	2,742	79.68	68.21	67.34		
1967	3,365	2,478	2,143	0.992	0.908	3,337	2,249	1,945	4,197	3,272	2,899	79.51	68.74	67.11		
1968	3,619	2,669	2,277	0.998	0.908	3,611	2,423	2,068	4,541	3,559	3,119	79.53	68.08	66.28		
1969	3,928	2,930	2,451	1.001	0.917	3,932	2,685	2,247	4,860	3,851	3,329	80.90	69.73	67.49		
1970	4,167	3,133	2,584	1.005	0.937	4,188	2,935	2,422	5,070	4,101	3,591	82.61	71.57	67.43		
1971	4,491	3,399	2,790	1.022	0.951	4,589	3,231	2,652	5,434	4,358	3,860	84.45	74.15	68.71		
1972	4,956	3,804	3,138	1.005	0.936	4,980	3,561	2,937	5,909	4,736	4,138	84.28	75.18	70.99		
1973	5,744	4,388	3,620	0.970	0.923	5,571	4,052	3,343	6,537	5,253	4,619	85.21	77.13	72.38		
1974	6,765	5,180	4,240	0.922	0.926	6,235	4,799	3,929	7,017	5,730	5,013	88.85	83.75	78.37		
1975	7,514	5,930	4,882	0.913	0.911	6,863	5,405	4,450	7,571	6,166	5,470	90.65	87.66	81.35		
1976	8,541	6,683	5,462	0.884	0.896	7,551	5,990	4,896	8,363	6,765	5,960	90.29	88.54	82.15		
1977	9,330	7,320	5,988	0.881	0.885	8,219	6,481	5,302	9,222	7,432	6,519	89.13	87.22	81.34		
1978	10,246	8,093	6,699	0.885	0.874	9,069	7,074	5,855	10,313	8,302	7,253	87.94	85.20	80.72		
1979	11,582	9,024	7,488	0.875	0.891	10,139	8,044	6,675	11,401	9,247	8,033	88.94	86.99	83.10		
1980	12,859	10,147	8,413	0.861	0.919	11,075	9,326	7,733	12,276	10,205	8,869	90.22	91.39	87.18		
1981	14,523	11,716	9,613	0.849	0.902	12,327	10,568	8,671	13,614	11,301	9,773	90.55	93.51	88.72		
1982	15,123	12,810	10,489	0.831	0.864	12,571	11,064	9,059	14,035	11,922	10,364	89.57	92.81	87.41		
1983	16,217	13,364	10,862	0.820	0.842	13,291	11,259	9,150	15,085	12,576	11,036	88.11	89.53	82.92		
1984	17,557	14,345	11,683	0.823	0.842	14,450	12,082	9,840	16,636	13,853	12,215	86.86	87.21	80.55		
1985	18,795	15,395	12,498	0.823	0.839	15,477	12,909	10,480	17,664	14,738	12,941	87.62	87.59	80.98		
1986	19,637	16,312	13,042	0.817	0.820	16,041	13,379	10,697	18,501	15,425	13,555	86.70	86.74	78.91		
1987	21,132	17,304	13,693	0.804	0.815	16,997	14,097	11,155	19,529	16,317	14,246	87.04	86.40	78.31		
1988	22,878	18,753	14,748	0.796	0.815	18,210	15,290	12,025	20,845	17,433	15,312	87.36	87.71	78.53		
1989	24,105	20,022	15,860	0.790	0.814	19,052	16,304	12,915	22,188	18,594	16,235	85.87	87.69	79.55		
1990	24,545	21,175	16,512	0.796	0.819	19,535	17,337	13,519	23,215	19,614	17,176	84.15	88.39	78.71		
1991	24,450	21,595	16,857	0.801	0.808	19,589	17,452	13,623	23,629	20,074	17,663	82.90	86.94	77.12		
1992	24,685	21,872	17,034	0.81	0.82	19,995	17,935	13,968	24,618	21,001	18,524	81.22	85.40	75.41		
1993	25,335	22,055	17,244	0.82	0.83	20,774	18,306	14,312	25,544	21,574	18,979	81.33	84.85	75.41		
1994	26,549	22,260	17,278	0.83	0.83	22,036	18,476	14,341	26,799	22,369	19,623	82.22	82.60	73.08		
1995	27,609	22,897	17,701	0.83	0.84	22,915	19,233	14,869	27,783	23,280	20,358	82.48	82.62	73.04		
1996	28,204	23,160	17,787	0.84	0.85	23,691	19,686	15,119	28,993	24,296	21,069	81.71	81.03	71.76		
1997	29,437	23,860	18,213	0.84	0.85	24,727	20,281	15,481	30,498	25,433	21,881	81.08	79.74	70.75		
1998	30,249	24,739	18,803	0.86	0.85	26,014	21,028	15,983	31,822	26,910	23,031	81.75	78.14	69.40		
1999	32,149	25,692	19,563	0.85	0.85	27,327	21,838	16,629	33,224	27,894	23,742	82.25	78.29	70.04		
2000	34,612	27,263	20,724	0.84	0.85	29,074	23,174	17,615	34,779	29,759	25,205	83.60	77.87	69.89		
2001	35,141	28,076	21,425	0.85	0.85	29,870	23,865	18,211	35,264	30,378	25,859	84.70	78.56	70.43		

Les PPA du PIB pour 1946 et 1991 sont le produit de la multiplication de l'estimation du PPA de 1992 par la valeur d'indice (1992 = 1,00) du déflateur du PIB américain, en pourcentage du déflateur du PIB canadien, pour chaque année. On a appliqué le même processus pour les PPA des dépenses individuelles en utilisant l'IPC. Les PPA pour 1992-2001 sont tirées de *Parités du pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada, 1992-2001*, publication de Statistique Canada no 13-604-MIB, no 39, juin 2002.

Les données sur le revenu et la population pour le Canada sont tirées du tableau 2 et du tableau 1 de l'annexe et pour les États-Unis, ainsi que du tableau 3 et du tableau 4 de l'annexe de la version intégrale du présent document.

Tableau 2 de l'annexe

Niveaux globaux nominaux de productivité du travail au Canada et aux États-Unis, 1946-2001

	Canada			États-Unis		Canada/É.-U., %			
	PIB par personne occupée, \$ US courants	PIB par heure, \$ US courants	GDP PPP	PIB par personne occupée, \$ US courants	PIB par heure, \$ US courants	PIB par personne occupée, \$ US courants	PIB par heure		
1946	2,569	0.93	1.143	2,938	1.06	4,024	1.92	73.01	55.33
1947	2,813	1.03	1.197	3,365	1.24	4,285	2.04	78.54	60.42
1948	3,209	1.17	1.141	3,660	1.33	4,621	2.22	79.21	60.03
1949	3,449	1.26	1.088	3,754	1.37	4,643	2.27	80.85	60.43
1950	3,748	1.42	1.084	4,063	1.54	4,995	2.41	81.34	63.63
1951	4,283	1.63	1.020	4,370	1.66	5,662	2.73	77.19	60.91
1952	4,798	1.84	0.992	4,759	1.83	5,952	2.87	79.96	63.79
1953	4,978	1.93	1.010	5,025	1.95	6,210	3.02	80.92	64.67
1954	4,986	1.96	1.010	5,035	1.98	6,340	3.12	79.41	63.48
1955	5,365	2.15	1.036	5,557	2.22	6,678	3.24	83.21	68.59
1956	5,790	2.33	1.033	5,979	2.41	6,865	3.36	87.10	71.63
1957	5,898	2.42	1.048	6,182	2.54	7,203	3.57	85.83	71.18
1958	6,148	2.61	1.054	6,482	2.76	7,423	3.71	87.33	74.32
1959	6,332	2.73	1.060	6,712	2.89	7,851	3.87	85.49	74.73
1960	6,487	2.87	1.062	6,886	3.05	8,018	3.99	85.89	76.36
1961	6,605	2.99	1.069	7,061	3.20	8,300	4.14	85.07	77.40
1962	6,970	3.16	1.066	7,432	3.37	8,793	4.37	84.53	77.14
1963	7,308	3.35	1.056	7,718	3.53	9,130	4.53	84.53	78.10
1964	7,723	3.56	1.044	8,060	3.72	9,587	4.76	84.07	78.02
1965	8,201	3.81	1.025	8,402	3.90	10,130	5.02	82.94	77.66
1966	8,693	4.07	1.004	8,727	4.08	10,828	5.39	80.60	75.68
1967	9,086	4.32	0.992	9,008	4.28	11,215	5.68	80.32	75.45
1968	9,739	4.76	0.998	9,718	4.75	12,006	6.11	80.94	77.71
1969	10,398	5.16	1.001	10,407	5.16	12,648	6.45	82.28	80.05
1970	11,062	5.62	1.005	11,118	5.65	13,215	6.85	84.13	82.46
1971	11,798	6.06	1.022	12,056	6.19	14,220	7.41	84.78	83.53
1972	12,794	6.65	1.005	12,855	6.69	15,099	7.85	85.14	85.20
1973	14,295	7.45	0.970	13,865	7.23	16,288	8.49	85.12	85.18
1974	16,391	8.61	0.922	15,107	7.94	17,294	9.11	87.36	87.14
1975	18,157	9.74	0.913	16,584	8.90	19,048	10.15	87.07	87.72
1976	20,488	11.15	0.884	18,112	9.86	20,551	10.95	88.13	90.08
1977	22,326	12.16	0.881	19,668	10.71	22,076	11.79	89.09	90.83
1978	24,042	12.97	0.885	21,282	11.48	23,904	12.84	89.03	89.40
1979	26,301	14.18	0.875	23,025	12.42	25,969	13.99	88.66	88.75
1980	28,737	15.74	0.861	24,752	13.56	28,152	15.34	87.92	88.40
1981	31,909	17.75	0.849	27,084	15.06	31,189	17.04	86.84	88.40
1982	34,700	19.38	0.831	28,843	16.11	32,747	18.10	88.08	89.01
1983	37,307	20.81	0.820	30,576	17.06	35,057	19.26	87.22	88.55
1984	39,786	22.16	0.823	32,746	18.24	37,453	20.46	87.43	89.12
1985	41,810	23.14	0.823	34,428	19.05	39,319	21.67	87.56	87.94
1986	42,787	23.69	0.817	34,950	19.35	40,630	22.45	86.02	86.20
1987	45,367	25.20	0.804	36,490	20.27	42,178	23.31	86.51	86.97
1988	48,236	26.35	0.796	38,393	20.98	44,432	24.62	86.41	85.18
1989	50,647	27.31	0.790	40,032	21.59	46,779	26.00	85.58	83.02
1990	51,966	28.42	0.796	41,359	22.62	48,851	27.23	84.66	83.07
1991	53,333	29.75	0.801	42,729	23.84	50,852	28.51	84.03	83.60
1992	54,897	31.11	0.81	44,466	25.20	53,328	29.81	83.38	84.54
1993	56,557	31.62	0.82	46,377	25.93	55,233	30.79	83.97	84.22
1994	58,793	32.46	0.83	48,798	26.94	57,324	31.77	85.13	84.81
1995	60,675	33.74	0.83	50,360	28.00	59,251	33.03	84.99	84.79
1996	62,162	34.33	0.84	52,216	28.84	61,663	34.47	84.68	83.67
1997	64,085	35.36	0.84	53,831	29.70	64,206	35.69	83.84	83.23
1998	64,706	36.04	0.86	55,647	30.99	66,798	37.13	83.31	83.48
1999	67,477	37.27	0.85	57,356	31.68	69,477	38.73	82.55	81.79
2000	71,430	39.16	0.84	60,001	32.90	72,663	40.50	82.57	81.22
2001	72,445	40.52	0.85	61,579	34.44	74,643	41.97	82.50	82.05

Sources : Voir tableau 2 et tableau 1 de l'annexe de la version intégrale du document pour les sources de données pour le Canada, ainsi que le tableau 3 et le tableau 4 de l'annexe de la version intégrale du document pour les autres données pour les États-Unis.